

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1 AVRIL 2021

Délibération n° 2021-027- DC

<p>Date d'affichage : Le 8 avril 2021</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 63 Excusé(s) : 8 Dont représenté(s) : 6 Absent(s) : 10</p> <p>Nombre de votants : 69 -----</p> <p>Secrétaires de séance :</p> <p>Jacqueline TARDIVEL Grégory PIERRE</p>	<p>Le premier avril deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre mars deux mille vingt et un.</p> <p>Présents : (63) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Patricia VILLARME.</p> <p>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</p> <p>Excusés : (8) Pierre de BOUTRAY, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : (6) Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Isabelle DEVAUX, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE.</p> <p>Absents : (10) Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Emmanuel BRAULT, Marie-Luce DURAND, Dominique GACHET, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU</p>
--	--

RÉGIES À SEULE AUTONOMIE FINANCIÈRE POUR LA GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DÉSIGNÉES SOUS LE NOM COMMERCIAL "EAUX - SAUMUR VAL DE LOIRE RÉGIE" - DÉSIGNATION DU DIRECTEUR DES RÉGIES

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) exerce la compétence eau potable et assainissement collectif sur l'intégralité de son territoire.

Une double régie à autonomie financière a été créée le 01 janvier 2021 pour exploiter conjointement les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif sur les communes de Allonnes, Blou, La Breille les Pins, Brain sur Allonnes, Courléon, La Lande Chasles, Longué-Jumelles, Mouliherne, Neuillé, St Philbert du Peuple, Vernail, Vernantes et Vivy.

Les statuts de ces régies, qui ont été votés lors du Conseil communautaire du 12 novembre 2020, prévoient la nomination d'un Directeur.

Il est proposé que cette Direction soit assurée par Monsieur Frédéric BARDOU, en plus de sa fonction de Directeur Général des Services Techniques.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2019/023 DC du 28 mars 2019 actant le mode de gestion eau et assainissement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment l'article L2221-14 qui prévoit que le directeur des régies dotées de la seule autonomie financière est désigné par le Conseil Communautaire sur proposition du Président ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment l'article R2221-3 qui prévoit que un même directeur peut être chargé de la direction de plusieurs régies ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment l'article R.2221-11 qui fixe les règles d'incompatibilité pour un directeur d'une régie autonome ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2020-199 DC du 12 novembre 2020 créant la régie de l'eau potable et fixant les projets de statuts de la régie ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-DC-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2020-198 DC du 12 novembre 2020 créant la régie de assainissement collectif et fixant les projets de statuts de la régie ;

Considérant que les statuts des régies d'eau et d'assainissement regroupées sous le nom « Eaux Saumur Val de Loire – régie » de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, régies dotées de la seule autonomie financière, prévoient que le même directeur dirige les deux régies.

Considérant que le Président propose de désigner Monsieur BARDOU Frédéric comme directeur des régies à simple autonomie financière de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, regroupées sous le nom commercial « Eaux Saumur Val de Loire - régie ».

Aussi,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE DESIGNER** Monsieur Frédéric BARDOU comme Directeur des régies à simple autonomie financière de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

La délibération est adoptée. On note 66 voix Pour et 0 voix Contre, Abstention : 3.

Résultat des votes : Pour = 66 ; Contre = 0 ; Abstention = 3

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Jackie GOULET

Matière de l'acte	4 Fonction publique	4.1 Personnel titulaires et stagiaires de la FPT 4.1.1 Tout acte relatif à la catégorie A
-------------------	---------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »